

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Europe-globale-en-compétition-dans-le-monde>

L'Europe globale :en compétition dans le monde.

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : lundi 12 mai 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alexandra Strickner

L'Amérique Latine dans le Mouvement (431-432). Équateur, le 5 mai 2008.

[Leer en español](#)

En 2006, la Commission Européenne a émis une recommandation intitulée « *Une Europe compétitive dans une économie globalisée* » qui définit l'agenda de commerce extérieur l'UE. La majorité des parlementaires du Parlement Européen et la totalité des gouvernements des pays membres de l'UE ont approuvé cette stratégie.

La stratégie s'inscrit dans le cadre de l'agenda de Lisbonne, qui a été défini au début du millénaire, et dans lequel les gouvernements des pays membres de l'UE, décident que celle-ci doit devenir l'économie la plus compétitive d'ici 2020. Le rapport expose une stratégie agressive de « compétitivité externe ». Dans des mots du Commissaire Européen du Commerce, Peter Mandelson : « Que voulons-nous dire par les aspects externes de la compétitivité ? Nous voulons garantir que les entreprises européennes compétitives, appuyées par les politiques internes adéquates, doivent pouvoir gagner l'accès aux marchés mondiaux et opérer dans ceux-ci avec assurance. Voilà notre agenda ».

Des objectifs réels

Alors au centre de cet agenda, se trouve -comme objectif central-, l'amélioration de la compétitivité des corporations européennes aux dépens des gens et de l'environnement au Sud, mais aussi en Europe même. Les éléments essentiels de la nouvelle stratégie sont, entre autres :

- ▶ Réduire les barrières douanières et non douanières pour les exportations et les investissements de l'UE.
- ▶ Augmenter l'accès aux matières premières.
- ▶ Garantir l'approvisionnement de l'UE en énergie grâce à l'amélioration du commerce dans le secteur énergétique.
- ▶ Améliorer l'accès au marché dans le secteur des services, notamment, à travers de l'accès marchés publics.
- ▶ Renforcer plus encore la présence d'entreprises de l'UE sur des marchés émergents à travers son établissement permanent dans des pays tiers. Cela signifie une plus grande libéralisation des investissements, de même que la promotion de droits extensifs de propriété pour créer un régime de haute sécurité pour les investissements.
- ▶ Étendre et appliquer les droits de propriété intellectuelle, y compris les appellations géographiques.

L'UE a cherché la réalisation de ces intérêts jusqu'il y a peu, et surtout via des négociations multilatérales. L'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) et le Round de Doha étaient jusqu'alors l'espace préféré où l'UE essayait d'avancer des accords de libéralisation commerciale. Cette stratégie a échoué. Les thèmes liés à la sécurité des investissements comme un accord multilatéral sur les investissements, la compétitivité ou les marchés publics ont été exclus du Round de Doha quand a échoué la réunion des Ministres à Cancun en 2003. Jusqu'à présent le Round Doha n'a été conclu et même si on y parvenait, l'UE serait loin de recevoir les concessions qu'elle même avait initialement exigée des autres associés commerciaux. Face à cette situation et à la forte pression des transnationales européennes, l'UE adopte cette nouvelle stratégie de "l'Europe Globale", par laquelle elle ne recherche pas seulement à mener à bien ses intérêts commerciaux à travers la voie multilatérale, mais aussi à travers des traités bilatéraux ou birégionaux de libre commerce.

Des intérêts transnationaux

Depuis fin 2006, l'UE a commencé avec une série de pays et de régions d'Asie et d'Amérique Latine, des négociations pour conclure des traités de libre commerce (la Corée, l'Inde, CAN, des pays de l'Amérique centrale, ASEAN etc...). Avec les pays africains, caribéens et pacifiques, l'UE a voulu conclure, à la fin de 2007, des traités de "partenariat économique" qu'elle négocie depuis début 2000 pour remplacer les accords existants entre ces pays et l'UE, qui leur garantissaient jusqu'à présent un accès préférentiel au marché européen. Ces traités -loin d'un quelconque partenariat- sont essentiellement des traités de libre commerce réciproque, y compris sur tous les indiqués précédemment. Jusqu'à présent, une forte résistance, notamment des mouvements africains a fait que, pour le moment, l'UE n'a obtenu que la conclusion d'accords intermédiaires (sur la question des biens de consommation).

Pour ses propres gens, la Commission Européenne et les états membres argumentent que l'ouverture de nouveaux marchés pour des produits européens de même que l'ouverture du marché européen, vont générer une croissance économique et donc la création de plus d'emplois. Ils soutiennent aussi que seulement de cette façon on peut sauver le modèle social européen. L'important de ce document est que, pour la première fois, l'agenda du commerce extérieur -avec son objectif central d'augmenter la compétitivité globale des transnationales européennes - est explicitement lié avec l'agenda interne de l'UE. Dans l'« Europe Globale » on dit très clairement que des directions futures européennes sur des sujets sociaux, de travail ou environnementaux ne devraient pas menacer la compétitivité globale d'européennes transnationales.

Cette proposition s'ajoute, d'une manière cohérente, à l'intégration régionale interne, qui est réalisée dans l'UE. L'objectif principal de l'intégration interne est la création d'un marché unique pour des biens, des services, des capitaux et des personnes sur la base de la compétitivité. La conséquence de ce modèle d'intégration est la conséquente érosion des droits des salariés, l'aggravation de la qualité des emplois dans l'UE, l'augmentation de la pauvreté, ainsi que la destruction des modèles de bien-être social dans différents pays.

Comme la Commission Européenne et les gouvernements des États membres sont conscients que le dogme de la libéralisation/compétitivité qu'ils veulent promouvoir aura des conséquences très sévères, sociales et environnementales, ils ont proposé la création « Fonds Européen de l'Adaptation à la Globalisation » et d'autres programmes de cohésion pour pouvoir « préparer les gens au changement ». Il est plus qu'évident que les seules qui vont bénéficier de cette stratégie seront les transnationales. L'implémentation de la stratégie impliquerait l'avance de ce modèle destructeur sur le plan social et écologique tant dans le « Sud » qu'en Europe. L'actuelle crise financière, la crise alimentaire et le changement climatique sont seulement trois crises au niveau global qui montrent que le modèle promu ne peut être durable.

En Europe nous avons le défi de créer des garanties plus vastes pour contrer l'agenda « Europe Globale ». Aujourd'hui, les luttes et les mobilisations contre les impacts négatifs de la même intégration régionale en Europe augmentent. Les groupes européens actifs au sein du réseau *Seattle to Brussels*, qui luttent ensemble avec les mouvements et les réseaux du Sud contre la mise en place de cet agenda, ont adopté comme stratégie centrale le lien des luttes européennes contre les privatisations, contre la destruction des droits du travail ou autour du changement climatique avec l'agenda de l'« Europe Globale ». Un rendez-vous central pour agrandir la résistance en Europe contre cette stratégie sera le prochain Forum Social Européen, qui se tiendra en septembre 2008, à Malmö, en Suède. La construction de la résistance doit être faite avec le développement d'un modèle alternatif, un défi collectif que nous avons tous conjointement à affronter.

* **Alexandra Strickneres**, membre de l'« *Institute for Agriculture and Trade Policy* » (IATP), Vienne, Autriche.